

Journal de 20 heures

Alain Juppé : « Il appartient au gouvernement de Kigali de rassurer les populations, sinon nous verrons encore ces images atroces que la France a été la première à dénoncer »

Dominique Bromberger, Isabelle Baillancourt

TF1, 11 août 1994

Les Éthiopiens de la MINUAR II sont déjà désignés comme ennemis irréductibles : ils seraient proches des Tutsi.

[Dominique Bromberger :] Et puis à la frontière du Rwanda, des incidents violents se déroulent dans le camp de Goma entre réfugiés rwandais et soldats zaïrois. [Inaudible], ville frontière située à proximité de la zone humanitaire de l'opération Turquoise, nos envoyés spéciaux Isabelle Baillancourt et Gilles Hémart ont perçu les signes d'un nouvel exode. Celui-ci pourrait de produire lorsque les soldats français se retireront du sud-ouest du Rwanda.

[Isabelle Baillancourt :] Le poste-frontière de Rusizi [une incrustation "Frontière Zaïro-Rwandaise, Sud-Ouest Rwanda" s'affiche à l'écran]. Visages anonymes ou plus menaçants [un réfugié regarde la caméra en mimant un égorgement], ils se dirigent tous vers le Zaïre et l'exil. Ce pont relie Cyangu-gu, dernière ville de la zone humanitaire française à Bukavu, ville frontière zaïroise. Le plus grand désordre y règne : un flux de réfugiés, croissant [on voit un militaire français qui encadre le flot des réfugiés], se presse, se bouscule dans ce périmètre "Cour des Miracles".

Les douaniers rwandais ont fui [inaudible] [gros plan sur le bâtiment de l'"Immigration"]. Seuls les légionnaires français contrôlent comme ils peuvent ce nouvel exode [on voit un soldat français, de dos, en train de vérifier les papiers d'un réfugié]. Traversant à pied, beaucoup fuient le Rwanda [un réfugié

montre sa carte d'identité à un soldat français qui le laisse passer] affirmant chercher le calme avant que la paix ne revienne.

[Un réfugié : "Nous, nous ne sommes pas des politiciens. Nous voulons rentrer chez nous... pour travailler, pour cultiver. Nous crevons de faim ici!"]

D'autres, en revanche, n'hésitent pas à transformer leur fuite en pillage organisé ou raid armé [gros plan sur la main d'un soldat français tenant des armes blanches].

["Sergent B. Deprez, 13ème D.B. Légion Étrangère" : "Ils dissimulent l'armement un peu partout. Dans les bananes..., dans les régimes de bananes, euh, dans les pantalons, dans les affaires, euh, dans les bouts de bois".]

Les soldats de l'ancien gouvernement en fuite ne sont pas loin et surveillent bien contents ce va-et-vient [on voit un soldat français en train de discuter avec un soldat des FAR]. Un exode qui se transforme déjà en catastrophe humanitaire. [Inaudible] des tentes, des huttes montées à la hâte s'accrochent un peu partout. Tout emplacement libre est bon à occuper.

Chaque jour la population rwandaise s'échoue un peu partout dans un centre-ville déglingué. Aucune structure d'accueil n'existe réellement et les milliers de réfugiés viendront grossir une population déjà démunie de 300 000 personnes. Une foule qui erre en quête de survie mais qui sait déjà se nourrir des plus folles rumeurs. Les Éthiopiens de la MINUAR II sont déjà désignés comme ennemis irréductibles : ils seraient proches des Tutsi [tout au long du commentaire de la journaliste, on voit des images de réfugiés démunis dans un camp improvisé].

[Un réfugié : "On a toujours accusé la MINUAR, euh, d'être, euh..., d'être, euh..., complice avec le FPR. Et alors, euh, la MINUAR II qui..., qui s'est installée au Rwanda, euh, on n'a pas confiance. Et c'est pourquoi les gens continuent à..., à..., à fuir le pays".]

Loin de la ville capharnaüm, quelques camps ont heureusement eu le temps de s'organiser [vue aérienne sur un camp avec des tentes de taille identique et bien alignées]. Mais ils sont fermés à toute nouvelle arrivée. Manque de structures, manque de nourriture. Et seuls 25 000 réfugiés ont pu trouver de la place.

Freiner un nouvel exode est devenu une mission presque impossible pour les Français [on voit des véhicules de l'armée française quitter le pont de la Rusizi]. Sans abris, sans eau, sans nourriture les Rwandais sont déjà en marche vers le nouvel enfer de [inaudible].

[Dominique Bromberger interviewe à présent en plateau Alain Juppé.]

Dominique Bromberger : Alors Alain Juppé, d'ici quelques jours les troupes françaises seront parties, euh..., remplacées par des troupes africaines... Où en seront nos relations avec les nouvelles autorités rwandaises alors que les Américains, eux, s'installent littéralement à Kigali ?

Alain Juppé, "Ministre des Affaires étrangères" : Nous parlons avec les autorités rwandaises de Kigali. Nous leur avons dépêché plusieurs émissaires. Et nous aurons bientôt une antenne sur place qui nous permettra de maintenir le contact. Je crois qu'on peut dire d'ores et déjà que l'opération Turquoise a un bilan positif. Nous avons, euh, "sécurisé", entre guillemets, euh, plus d'un million et demi de personnes qui, sans cela, au moment où la guerre [il pointe l'index de sa main droite vers le haut] sévissait encore – on a un peu tendance à l'oublier – auraient été victimes de massacres. Il faut maintenant réussir la relève. Je crois que c'est en cours, que c'est en bonne voie. Un contingent éthiopien vient d'arriver. La..., à peu près la moitié de notre dispositif au Rwanda a été retiré. Le complément le sera, euh..., d'ici la..., la fin de la semaine prochaine, d'ici le 21 ou le 22 août. Je voudrais surtout insister sur le fait que, maintenant, il appartient au gouvernement de Kigali – dont on dit tant de bien [sourire ironique], aux États-Unis en particulier – de rassurer les populations. Puisque c'est le gouvernement du Rwanda, c'est à lui de créer les conditions que..., pour que la population reste chez elle. Sinon nous verrons encore ces images atroces que la France a été la..., la première à dénoncer ou à montrer en tout cas.

Dominique Bromberger : Un mot sur la Yougoslavie. [...]